



PEACEBUILDING FUND

Titre du Projet: Projet d'appui à l'insertion économique des jeunes et des femmes vulnérables à travers les activités d'assainissement	Agences du SNU bénéficiaires : ONUDI, UNFPA, PNUD et le PAM
Project Contact: ONUDI : Bafotigui Sako, Représentant pour la Guinée, le Liberia et la Sierra Léone Telephone: +(224) 30 41 31 61/60 21 54 64/64 37 65 24 E-mail: b.sako@unido.org PAM : Sitta Kai-Kai Représentante en Guinée Tel : +224 63 70 72 73 E-mail : sitta.kai-kai@wfp.org UNFPA : Eusebe Hounsokou Représentant ai en Guinée Tel : E-mail : hounsokou@unfpa.org PNUD : Mme Aissatou Cissé Yao-yao Directeur Pays Adjoint, Chargée des programmes BP : 222 Conakry Tel : +224 66357923 E-mail : Aissatou.yaoyao@undp.org	Ministère ou autre entité nationale partenaire : <ul style="list-style-type: none">- Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes- Ministère de l'habitat et de l'urbanisme- Ministère de l'Industrie et des PME- Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine- Ministère de l'Agriculture- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable- Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation- Gouvernorats- Banque Mondiale BM- Union Européenne- PME- ONG
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location: Guinea (Conakry et regions)

<p>Project Description:</p> <p>Le projet vise à créer des opportunités de revenus pour les groupes de jeunes et de femmes vulnérables, les plus à risque d'instabilité pendant la période électorale, à travers la mise en place d'activités dans le secteur de l'assainissement, et notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Assainissement et Aménagement intégrés des quartiers, des espaces publics et des plages des communes de Conakry et des préfectures à risque à l'intérieur du pays (Régions naturelles : Kindia, Labé, Kankan et Nzérékoré) 2) La création des centres de compostage des déchets organiques avec l'appui composteurs artisanaux 3) La sensibilisation et la formation des jeunes et des femmes des PME de collecte des déchets, des associations et des ONG aux techniques de traitement des déchets et à la citoyenneté et mettant en œuvre des plan d'actions communautaires sur la non-violence dans les zones cibles du projet. 4) Distribution de vivres aux groupes vulnérables pendant les sessions de formation et lors des travaux communautaires d'assainissement dans le cadre du Programme « Vivres contre Travail » contribuant à réduire les risques de tensions et de conflits. Le projet sera conjointement mis en œuvre par l'ONUDI, l'UNFPA, PNUD et PAM. 	<p>Total Project Cost: 2 100 000USD Peacebuilding Fund: 2 100 000USD Government Input: Other: BM Total: 2 100 000USD</p>
	<p>Project Start Date and Duration:</p> <p>Décembre 2011 – Juillet 2012 Huit (8) mois</p>
<p>Gender Marker Score: 2</p>	
<p>PBF Priority Area(s) and Outcomes: Domaine prioritaire 3 du Fonds de Consolidation de la Paix, à savoir la réalisation de dividendes de la paix. Outcome : la réhabilitation socio-économique des jeunes et femmes est assurée à travers la création d'opportunités de travail</p>	
<p>Outputs and Key Activities:</p> <p>Output 1 : 2.500 jeunes (garçons et filles) et 1.500 femmes (soit au total 4.000 bénéficiaires) ont accès aux revenus et aux rations alimentaires à travers des activités d'assainissement (collecte et tri) et d'aménagement intégré de 23 quartiers et districts, de 46 espaces publics et des plages des communes de Conakry et des 13 préfectures à risque à l'intérieur du pays.</p> <p>Activité 1 : Renforcement des capacités des PME impliquées dans la collecte et le tri des déchets, des services des gouvernorats et des administrateurs des marchés.</p> <p>Dans le dispositif mis en place pour collecter, trier et traiter les déchets, les PME, les gouvernorats et les administrateurs des marchés jouent un rôle important. Les PME constituent le lien entre les ménages et la chaîne de gestion des déchets. Vu la grande quantité de déchets à gérer, et compte tenu du fort potentiel</p>	

d'absorption de jeunes dans ces PME, il est prévu de renforcer leur capacités, à travers :

- Une assistance technique, pour les aider à améliorer leur performance managériale, commerciale et opérationnelle. Pour cela, il est nécessaire d'organiser des sessions de formations pour le personnel de gestion des PME cibles, spécifiquement sur les techniques de balayage, de collecte, de tri et de transport des déchets. Les formations porteront également sur les aspects liés à l'hygiène dans le processus de collecte.
- Une assistance financière, pour leur permettre d'acquérir des matériels et l'équipement approprié pour la collecte dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité.

Il est prévu également de renforcer les capacités techniques des services spéciaux des gouvernorats et des communes chargés de la gestion des déchets à travers des techniques sur la gestion des déchets.

Résultats escomptés :

- 1) Les jeunes et les femmes des PME sont formés aux techniques de collecte et de tri des déchets et mieux outillés pour effectuer des opérations dans ce domaine.
- 2) Les PME cibles sont en mesure de créer des emplois additionnels pour les jeunes et des femmes à Conakry et dans les préfectures à risque d'instabilité et leurs éventails de clients sont augmentés.
- 3) Les associations de femmes sont identifiées, formées et mises en consortium pour constituer des PME féminines de collecte des déchets.
- 4) Les services chargés de la gestion des déchets au niveau des gouvernorats et les communes sont mieux formés aux techniques de gestion des déchets

Activité 2 : Assainissement et Aménagement intégrés des espaces publics et des plages des communes de Conakry et de certaines préfectures à risque.

Au niveau des 5 communes de la ville de Conakry, des projets de collecte d'ordures ont déjà été mis en œuvre par la Banque Mondiale en collaboration avec les PME, le gouvernorat et les collectivités. Cependant, ces initiatives nécessitent d'être consolidées en renforçant le mécanisme de partenariat existant afin de faire face à l'urgence de la surproduction des déchets solides dans la ville de Conakry et renforcer la synergie des acteurs. Il s'agit de projets à potentiel élevé de HIMO, qui ont déjà produit des résultats globalement satisfaisants.

Les plages de Lambanyi (Ratoma), de Yimbayah (Matoto) et Camayenne (Dixinn) dans la ville de Conakry disposent d'un grand potentiel pour la création d'activités de petit commerce et d'hôtellerie. L'assainissement et l'aménagement intégrés de ces sites permettront de créer plusieurs emplois (nettoyage des plages, construction des pailotes, création d'espaces socio-économiques pour les jeunes et gestion continue des plages) pour des jeunes et des femmes issus des associations riveraines qui seront identifiées et mises à contribution comme support de projet. En la matière, les activités d'assainissement et d'aménagement en cours menées par l'ONUDI sur la plage de Taouyah constituent une référence dans le cadre de la création d'espace socio-éducatif pour les jeunes.

Par ailleurs, dans les communes de Matoto et Ratoma, Action Contre la Faim-Espagne (ACF-E) met en œuvre un projet d'appui aux populations à faible revenu, financé par l'Union européenne à travers l'organisation de cash-for-work dans le domaine de l'assainissement afin de réduire les vulnérabilités alimentaires et économiques des groupes communautaires les plus pauvres de Conakry.

L'évaluation du projet a montré que la vulnérabilité alimentaire et économique des ménages les plus pauvres de Conakry a été réduite mais l'effet induit sur la sécurité alimentaire des ménages n'a été que temporaire. Il est à signaler selon la même évaluation que 80% des bénéficiaires ont utilisé l'argent qui leur avait été payé pour leur alimentation. Aussi, face à une inflation chronique des denrées de base (40% en 2011), un appui alimentaire en nature couplé avec un transfert monétaire permettrait de stabiliser leur approvisionnement et d'avoir un impact favorable à l'environnement sécuritaire.

Aussi, des actions sont en cours par l'ONUDI à Conakry en partenariat avec des fédérations d'associations de jeunes, le Gouvernorats et les Mairies pour la mise en place de quatre centre pilota de recyclage des déchets solides dont trois pour les déchets plastique dans les communes de Matam, Dixinn et Ratoma, et un pour les déchets organiques dans la commune de Matoto. Les centres de Ratoma et de Matoto sont actuellement en essai de production.

A l'intérieur du pays, les préfectures de Siguiri, Kouroussa, Kankan, Kissidougou, N'Zérékoré, Gueckédou, Mamou, Pita, Labé, Dalaba, Kindia, Boké, Fria ont été identifiées comme étant à risque d'instabilité pendant la période électorale. Ces projets d'assainissement et d'aménagement seront dupliqués dans ces préfectures en tenant compte des réalités de chaque préfecture ainsi que des projets similaires existant.

Dans la préfecture de N'Zérékoré notamment, des bonnes pratiques existent déjà en matière d'assainissement, notamment dans le cadre du Programme Conjoint Guinée Forestière avec l'appui de l'Union Européenne et du PNUD. Il s'agit d'un projet de dragage du fleuve pendant la période de transition, à caractère HIMO, qui a permis d'occuper des jeunes à risque, en leur offrant l'opportunité d'avoir un revenu temporaire.

, Il est envisagé de répliquer cette bonne pratique dans les préfectures de Lola et de Macenta en y greffant l'assainissement d'espaces publics et en mettant les bases pour que les activités initiées puissent continuer au-delà de la période du projet.

Dans la région Forestière, un projet similaire de consolidation de la paix existe notamment dans les préfectures de Nzérékoré, Macenta et Kissidougou, qui consiste en la formation et la réinsertion de 2000 Jeunes volontaires, exécuté conjointement par le PAM, le PNUD et REFMAP (Réseau des femmes de la Mano river pour la Paix). Dans la mise en œuvre de ce projet, le Pam fournit une assistance alimentaire pendant la formation des jeunes sous forme de FFT (Food For Training). Dans cette région le présent projet à impacts rapides bâtira sur les acquis de l'initiative précédemment citée afin d'assurer la complémentaire des actions et des stratégies, et de bonifier les résultats

Résultats escomptés:

- les espaces publics des communes de Conakry et des préfectures cibles sont assainis, aménagés et servent de lieux de rencontre et de loisirs pour les jeunes
- les plages sont assainies, aménagées et servent d'espaces sociaux, de loisirs et d'échanges pour les jeunes
- les jeunes et les femmes issus des groupes vulnérables ont accès à la nourriture lors des formations et des travaux d'assainissement;
- les quatre (04) centres de valorisation des déchets mis en place dans la première phase PBF par l'ONUDI sont efficacement ravitaillés en déchets à recycler

Output 2 : 500 jeunes (garçons et filles) et femmes ont accès aux revenus grâce aux activités de recyclage (au niveau de 5 centres de compostage) et de vente des produits recyclés (composts).

Activité 3 : Identification et formation des jeunes et des femmes des associations et des ONG des communes de Conakry et des préfectures cibles aux techniques de recyclage et de vente des produits recyclés.

Les autorités à la base seront mises à contribution pour l'identification des associations et des ONG regorgeant de jeunes et de femmes qui recevront des formations techniques de compostage avec l'appui des composteurs artisanaux. Ce type de recyclage permettra de donner des formations sur l'obtention de nouveaux produits recyclés notamment les composts), complétant ainsi la liste des formations techniques de recyclage ; ce qui touchera plus de jeunes et de femmes issus des différentes associations et ONG.

Activité 4 : Création de cinq (5) centres de compostage

Les déchets organiques constituent 58% des déchets produits en Guinée selon les dernières enquêtes de l'ONUDI. La valorisation de cette quantité de déchets à travers le compostage reste une opportunités importante d'emploi et de source de revenu pour les jeunes et les femmes. Il s'agira de :

- construire les centres dans les régions naturelles et en banlieue de Conakry ;
- équiper les centres en composteurs artisanaux et autres équipements de traitement de déchets organiques ;

Les centres de compostages seront gérés par des groupements de femmes identifiés dans les localités ciblées et mis en exploitation en partenariat avec les PME de la place

Le compostage des déchets organiques permettra aux femmes d'augmenter le rendement de leurs cultures maraichères, qui constituent une importante activité génératrice de revenu, ceci, conformément à la requête N°0165 MA/CAB/2011 du 03 Mars 2011 du Ministre de l'agriculture. La mise en valeur de ces activités de compostage et de maraichage servira de base pour l'insertion socio-économique des femmes fragiles qui sont exposées à la mendicité et sont souvent utilisées pour des fins politiques.

Pour ce faire, les associations de jeunes et de femmes et des ONG seront identifiées et fourniront des jeunes et des femmes qui vont constituer des groupes d'intérêt économiques (GIE) tout en restant rattachés à leurs structures de base. Ainsi des différentes associations et ONG de jeunes et de femmes se retrouveront liées à travers ces centres de valorisation de déchets organiques.

Résultats escomptés :

- les associations de jeunes et de femmes sont identifiées et formées aux techniques de recyclage des déchets (notamment de compostage) ;
- la production et la vente des produits recyclés (les composts) sont assurées et des revenus générés ;
- des GIE sont nés et constituent le point commun de plusieurs structures de jeunes et de femmes.

Output 3 : 2.500 jeunes (garçons et filles) et 1.500 femmes des associations et des PME sont sensibilisés et formés sur la culture de la paix, de la citoyenneté et de prévention de conflits, et mettent en œuvre des plan d'action communautaires sur la non-violence dans les zones cibles du projet

Activité : Sensibilisation et formation des jeunes et femmes mobilisés dans le projet.

Les jeunes et les femmes mobilisés dans le cadre des activités d'assainissement seront bénéficiaires de programme de sensibilisation sur les questions de citoyenneté et de culture de la paix, et de la non-violence.

Les jeunes et femmes formés contribueront à restituer les messages aux associations de jeunes et de femmes à la base, sous l'encadrement des organisations de la société civile (ONG). Ce processus permettra de mener des activités diverses de sensibilisation sur la non-violence et la gestion pacifique des conflits dans les maisons des jeunes et les espaces de rencontre des jeunes dans les quartiers, dans les sous-préfectures et districts ruraux. Ces activités seront portées à travers notamment, des conférences débats, des pièces théâtrales, des causeries éducatives, des projections des films, , au cours des tournois sportifs.

Résultats escomptés :

- 2.500 jeunes et 1.500 femmes mobilisés dans le projet ont saisi le sens de la citoyenneté et de la non-violence
- Les cellules de prévention des conflits sont créées et mises en réseaux

Montant Total Approuvé : \$ _2 100 000 USD _____

Co-chairs of the Joint Steering Committee	
<p>Coordonateur Résident Système des Nations Unies en Guinée <i>Mr. Anthony Obemeng-Boamap</i> <i>Anthony Obemeng-Boamap</i> Date & Seal <i>6/12/2011</i></p>	<p><i>Mr. Mohamed Said Fofana</i> Premier Ministre, Chef du Gouvernement <i>Mohamed Said Fofana</i> Date & Seal <i>6/12/2011</i></p>
Recipient UN Organization(s)	National Implementing Partner(s)
<p>ONUDI <i>Mr. Bafotigui Sako</i> <i>Bafotigui Sako</i> <i>7/12/2011</i></p> <p>PAM <i>Mme Sitta Kai-Kai</i> Représentante -Guinée <i>Sitta Kai-Kai</i></p> <p>PNUD <i>Mme Aissatou Cissé Yao-yao</i> Directeur Pays Adjoint, Chargée des programmes <i>Aissatou Cissé Yao-yao</i></p> <p>UNFPA <i>Eusebe Hounsokou</i> Représentant au <i>Eusebe Hounsokou</i> <i>7/12/2011</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - Ministère de l'habitat et de l'urbanisme - Ministère de l'Industrie et des PME - Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation - Gouvernorats - Banque Mondiale BM - Union Européenne - PME - ONG

ANALYSE DE LA SITUATION ET CONTEXTE

a- Situation géo économique de la Guinée

La population de la Guinée est estimée à 9 876 652 habitants en 2007 contre 7 156 406 en 1996 selon les résultats du dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 1996). La caractéristique principale de cette population est sa jeunesse avec 53 % de moins de 18 ans.

Bien que reconnu comme un pays doté de potentialités naturelles considérables avec ses vastes étendues de terres cultivables et des ressources halieutiques, minières et hydro- énergétiques abondantes, la Guinée demeure un pays pauvre éligible à l'Initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et présentant des indicateurs de développement humain très faibles. L'incidence de la pauvreté est estimée à 53 % en 2005 contre 49,2 % en 2002 avec de fortes disparités selon les régions et le degré d'urbanisation. De 530 dollars US en 1998, le PIB par habitant a connu une chute vertigineuse au cours des dix dernières années pour se situer à 349 dollars US en 2005 et 322 dollars US en 2006.

Par rapport à l'Indice de Développement Humain (IDH), la Guinée est passée de 160 ième en 2004¹ avec : (i) un IDH de 0,445 contre une moyenne de 0,515 pour l'Afrique subsaharienne, à 167ième en 2009(ii) une espérance de vie à la naissance de 53,9 ans, (iii) un taux d'alphabétisation estimé à 29,5 % pour les adultes de 15 ans et plus et (iv) un taux brut de scolarisation combiné de 42 % dans le primaire, le secondaire et le supérieur.

Selon les résultats de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaire menée en 2009, la proportion des ménages affectés par l'insécurité alimentaire en milieu rural est passée de 16% en 2005 à 32% en 2009²avec des pics de 52% en région forestière. Les indicateurs macro-économiques se sont détériorés, le franc guinéen a perdu 40% de sa valeur sur le marché interbancaire par rapport au 1er semestre 2009, l'inflation a atteint des proportions jamais égalées de 17%.

La hausse des prix des principales denrées alimentaires a affecté l'accessibilité des ménages à faible revenu. Les ménages les plus affectés sont ceux dirigés par les femmes. Elle s'est traduite par un renchérissement des prix des produits alimentaires dans les pays dépendant des importations comme la Guinée. A Conakry, le prix du riz a augmenté de 38% par rapport à la moyenne quinquennale. L'augmentation des prix du même produit par rapport à la moyenne est de moindre ampleur à Labé (+7%), Kankan (+14%) et Nzérékoré (+16%). La hausse des prix a affecté globalement la qualité de la consommation alimentaire des ménages en milieu urbain.

La hausse des prix intervient dans un contexte de pauvreté au moment où beaucoup d'évaluations font état de la faiblesse du pouvoir d'achat des ménages. Pour beaucoup,

¹ Cf. PNUD "Rapport Mondial sur le Développement Humain", 2006

² ENSA: GoG Pam 2009

elle a entraîné un changement conjoncturel de la structure des dépenses du budget des ménages.

b- Contexte de consolidation de la paix

L'annonce des résultats provisoires du second tour des élections présidentielles par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) avait conduit à un climat sociopolitique du reste très tendu. Cette tension se manifestait par la détérioration de la sécurité, le risque d'implosion sociale à caractère ethnique, la méfiance et la défiance d'une partie de la population vis-à-vis de l'autorité publique. Il a fallu l'instauration d'un état d'urgence pour contenir les tensions. La validation de ces résultats par la cour suprême confirmant l'élection du premier président démocratiquement élu en Guinée et son investiture avaient relativement baissé les tensions.

Dans la perspective des élections législatives, la question de la révision du fichier électoral et celle relative à la restructuration de la CENI constituent les points d'achoppement et les sources de tensions politiques entre les parties de l'opposition regroupés au sein d'un collectif et les autorités gouvernementales et risquent de conduire à un bras de fer. Aussi, la tentative d'assassinat perpétrée contre le Président de la République le 19 Juillet 2011 et les procédures judiciaires en cours constituent des motifs d'inquiétude qui ne font que raviver cette atmosphère de tension. Cette situation pourrait davantage fragiliser l'environnement sécuritaire et la consolidation de la Paix dans le pays.

1. JUSTIFICATION

Le climat sociopolitique tendu autour de l'organisation des élections législatives et les fortes attentes (urgentes) des populations sur l'amélioration des conditions socioéconomiques pourraient constituer de réelles menaces pour la stabilité politique et l'unité nationale dans le Pays. Dans ce contexte, il est indispensable de prendre des initiatives contribuant à la création des conditions d'apaisement de l'environnement social et politique, et de stabilité. Les couches juvéniles et féminines sont des groupes particulièrement exposés aux manipulations politiques et sociales, du coup sensibles aux clivages, aux risques de conflits et à la violence qui en découlent. Ainsi, une vigilance particulière doit être observée à l'égard de ces couches de populations vulnérables en leur consacrant un encadrement adéquat à travers l'apport d'alternatives à la violence et aux risques de manipulations politiciennes.

Dans cette optique, il est important d'accorder une place de choix à la question d'emplois jeunes et femmes et de l'accès aux revenus. En effet, selon les études réalisées dans le cadre de l'Enquête Intégrée de Base pour l'Évaluation de la Pauvreté (2000-2003), la préoccupation fondamentale dégagée par les ménages concerne l'emploi : plus de 35% estiment que l'amélioration de leur situation passe par l'obtention d'un premier emploi, d'un travail supplémentaire ou d'un changement professionnel. En milieu urbain (Conakry et d'autres centres urbains),

ce taux dépasse 46%. Les communautés estiment que la lutte contre la pauvreté passe par la promotion des activités génératrices de revenu et de l'emploi.

En Guinée, on retrouve les femmes au bas de l'échelle dans les secteurs essentiels de production ou informel (vente des produits alimentaires, confection de vêtement, artisanat, coiffure, restauration etc.). Particulièrement le secteur informel (ou non structuré) qui ne bénéficie d'aucune réglementation juridique ni de protection sociale, les expose à beaucoup de risques. A cela, s'ajoute l'insuffisance de fonds consistants pour l'exercice de leurs activités. Celui que le Gouvernement a récemment mis en place n'est pas encore accessible.

Par ailleurs, il est à signaler que dans le Pays, le traitement des ordures ménagères et spécifiquement les sacs et bouteilles en plastique constitue un vrai problème et contribue grandement à la détérioration de l'environnement. Les installations, qui du reste n'existent que dans les zones urbaines, ne correspondent plus au poids démographique.

L'inoccupation et le manque de revenu chez les jeunes et les femmes restent un facteur de risque pour la consolidation de la paix et la stabilité politique surtout dans les pays à environnement sécuritaire fragile tel que la Guinée. Cette situation expose les couches de populations de jeunes et femmes à la manipulation politique, à la corruption, à la violence et à l'instrumentalisation ethnicisée et régionaliste spécifiquement exacerbée par les conséquences des élections présidentielles dernières dont la campagne s'est déroulée sur fond de régionalisme et « d'ethnicisme ».

Pour répondre à la problématique « d'exposition à la manipulation politique » et de désœuvrement des jeunes et des femmes (plus de 50% de la population), et contribuer à réduire la précarité (durant la période électorale), le projet s'inscrit dans une nouvelle approche de gestion des déchets. Elle peut enclencher un cycle financier récurrent dont la première caractéristique est de procurer des revenus aux intervenants. Les stratégies de mise en œuvre basée sur la synergie et la complémentarité avec d'autres projets (PDU3, UE) contribueront à la pérennité. Les différents volets d'assainissement, à savoir les déchets solides et liquides comportent en eux des potentialités de valorisation, susceptibles de générer des revenus. Pour ce faire, un certain nombre de principes sont à observer. Il s'agira entre autres de:

- regarder les déchets non plus seulement comme une nuisance mais aussi comme une ressource (production d'engrais);
- considérer la filière des déchets tant solides que liquides comme une activité économique et créatrice d'emplois ;
- concevoir un système de gestion intégrée et de proximité des déchets.

De nos jours, l'assainissement, qui consiste en une gestion intégrée des déchets tant solides que liquides, est en mesure de proposer des activités économiques génératrices de revenus susceptibles de contribuer au recul de la pauvreté en Guinée et contribuer ainsi à la consolidation de la paix. Selon l'OMS, le retour sur

investissement dans l'assainissement est très élevé car chaque dollar US dépensé dans l'assainissement fait gagner environ l'équivalent de 9 dollars en retour.

Point n'est besoin de préciser que les femmes restent l'ossature de la gestion de l'assainissement dans les pays et partant, elles seraient aussi les bénéficiaires de la valorisation des déchets solides voir liquides. Signalons aussi qu'en Guinée, la femme rurale a toujours eu son petit jardin maraîcher, souvent situé non loin de la concession familiale. Le projet offrira aux femmes des zones ciblées la même possibilité. Elles auront un double bénéfice : des légumes provenant de leur jardin (satisfaction morale), économie sur le budget familial (satisfaction économique).

Il apparaît donc que l'approche « compostage/jardinage » permet des ouvertures qui n'existaient pas avant, et ce particulièrement pour les femmes. L'expérience a montré qu'un certain nombre d'activités ou de technologies fonctionnent mieux avec les femmes. Un élément principal dans ce système est la valorisation des déchets. Cependant la réussite de ces activités est conditionnée par la décentralisation de sa gestion (structures de proximité) et par une intégration des différentes activités économiques locales. La junte féminine pourrait y jouer un rôle déterminant.

Il est vrai que les différentes initiatives entreprises dans le cadre de la composante « Jeunes et Emploi » de la première phase du Fonds de Consolidation de la Paix ont contribué à l'apaisement des jeunes et des femmes, par la création d'opportunités d'emplois durables et d'espoirs en leur faveur. A travers ces initiatives, les jeunes et les femmes ont compris qu'il y a des possibilités effectives de leur insertion dans le tissu socio-économique du pays et qu'ils peuvent y jouer un rôle constructif.

Toutefois, la faiblesse de l'enveloppe financière initiale impliquait que le nombre de bénéficiaires du programme ne pouvait qu'être limité. Une rallonge supplémentaire permettra d'atteindre un grand nombre de bénéficiaires et démultiplier les effets du projet; ce qui constituera un motif d'apaisement supplémentaire en cette période cruciale de la vie de la nation.

Stratégie de mise en œuvre

Le Projet sera exécuté conjointement par quatre agences des NU (ONUDI, PNUD, PAM, UNFPA) à travers une stratégie de mise en œuvre de ce projet basée sur une approche transversale et complémentaire en plusieurs étapes en fonction des activités du projet. Les activités d'assainissement, de valorisation des déchets et du renforcement du tissu social devront favoriser la création de revenus et de sources de revenus substantiels, l'accès aux rations alimentaires pour les groupes cibles et contribuer ainsi à la consolidation de la Paix. Les étapes de l'approche consistent en :

- l'identification des associations de jeunes et des groupements de femmes, des PME et des ONGs renfermant des jeunes et femmes vulnérables et à risque de conflits : les répertoires sur les structures d'acteurs vulnérables seront

exploités, en partant des projets similaires existants et des informations disponibles auprès des autorités locales ; la sélection des bénéficiaires sera faite sur la base des critères suivants : la localité, la qualification, la vulnérabilité, l'âge des membres et la prise en compte de l'aspect genre des membres. Il sera accordé une attention particulière aux jeunes filles ou garçons marginalisés sans soutien ni qualification, âgés de 16 à 35 ans habitant dans une zone de précarité et d'insécurité alimentaire (au-dessus de la moyenne nationale de 32% d'insécurité alimentaire),

- la Sensibilisation, formation des associations, PME, ONGs et groupements identifiés: les jeunes et les femmes identifiés seront sensibilisés sur les avantages du projet, les activités d'assainissement et les questions de revenus. Les ONG partenaires du Pam fourniront des informations aux bénéficiaires sur les rations alimentaires qui leur seront remises ainsi que la périodicité et le mode de distribution des vivres. Ils seront formés, après la mise en consortium des différentes structures par localité, aux techniques de collecte, de tri et de compostage. Les PME de collecte qui existent déjà recevront des formations techniques de collecte et de tri concernant les déchets à valoriser pour qu'elles puissent élargir leur éventail de clients aboutissant au recrutement de nouveaux jeunes.

Aussi, tous les bénéficiaires recevront, parallèlement à la mise en place des structures préconisées, des formations sur la culture de la paix, de la citoyenneté et de la prévention des conflits. Ces structures mises en places et liées par un centre d'intérêt commun, vont constituer des cellules de prévention des conflits et de relais de formation sur la culture de la paix. Cette activité spécifique et à valeur ajoutée certaine pour la consolidation de la Paix sera mise en œuvre par l'UNFPA en partenariat avec les ONGs.

- Le renforcement de capacités à travers des réunions de partage d'information et des séances de formation qui seront organisées avec les partenaires de mise en œuvre (ONG ou structure technique de suivi) afin de leur expliquer les outils de suivi évaluation et le rapportage (reporting).
- La dotation par l'achat et mise à disposition des équipements et matériels de collecte, de tri et de transport des déchets ainsi que des équipements de protection sanitaires . Pour ce faire, le projet procédera à l'achat des charrettes compartimentées servant à la collecte et au tri des déchets, des brouettes, des fourchettes et autres équipements de collecte et de protection qui seront mis à la disposition des PME. Ces équipements participeront à renforcer les capacités techniques des PME en matière de ramassage et de tri des déchets à valoriser, ce qui permettra la décongestion des points de regroupement qui constituent de nos jours le maillon faible du processus d'assainissement (dans le cas des déchets solides) dans les localités visées par le projet. Avec les revenus qui seront générés par la vente des déchets à valoriser (déchets plastiques, organiques et métalliques), ces PME recruteront de nouveaux jeunes issus des couches défavorisées des localités visées par le projet, ce qui contribuera à

démultiplier l'impact du projet en ce qui concerne notamment le nombre de jeunes touchés et d'espaces assainis.

- La Création de cinq (5) centres pilotes de compostage ; Un centre pilote de compostage artisanal sera créé près de la station d'épuration des eaux usées située à Sonfonia sur la périphérie de Conakry, où l'agriculture péri urbaine est très développée avec des grands champs de maraîchage (en référence à la lettre du Ministère de l'agriculture appuyée par les groupements des femmes pratiquant le maraîchage). La création de ce centre permettra à ces femmes, par le biais de la vente des composts (engrais), d'augmenter le rendement de leur activité créatrice d'emplois et de revenus. Quatre (4) autres centres de compostage seront créés au niveau des quatre (4) régions naturelles notamment à Kindia, Kankan, Labé et N'Zérékoré. A noter que le centre qui sera mis en place à N'Zérékoré sera sous la responsabilité du PNUD, qui gère toutes les activités du présent projet en Guinée Forestière. Cependant, la mise en place du centre de compostage de Nzérékoré sera réalisée en partenariat avec l'ONUDI qui apportera son expertise technique spécifique en la matière. Toutefois, le support financier sera assuré par le PNUD à travers l'enveloppe budgétaire qui lui sera alloué dans le cadre du présent projet.
- La Mise en place et au fonctionnement des structures d'assainissement et de valorisation préconisées ;
- L'Organisation des distributions de rations sèches sur les sites par un dispositif de distribution incitatif en vue de stimuler la participation optimale les plus vulnérables;

Pour optimiser l'efficacité du projet, un dispositif de suivi et d'évaluation sera mis en place par chaque agence, mais également le projet sera évalué par le dispositif existant au secrétariat permanent du PBF.

Au-delà d'opportunités de revenu que le projet créera pour les bénéficiaires, la mise en consortium des structures impliquées permettra de créer un sentiment de 'cause commune' entre les membres, comme c'est actuellement le cas pour le projet d'assainissement piloté par l'ONUDI. En outre, l'amélioration des rendements agricoles des femmes impliquées dans les cultures maraîchères, qui sont parmi les populations les plus vulnérables, avec l'augmentation induite des revenus, pourrait contribuer à l'accalmie. Aussi, l'expérience du projet de dragage des fleuves par le PNUD à Nzérékoré, qui a occupé un nombre important de jeunes pendant la dernière élection présidentielle, avait contribué à un tel résultat.

D'autre part, le problème fondamental auquel les PME de collecte actuelles sont confrontées est l'exiguïté des points de regroupement mis en place par le Projet de Développement Urbain (PDU) initié par la Banque Mondiale. Le présent projet permettra de résoudre en partie ce problème par la réduction du volume de déchets dépotés, à travers la transformation d'une partie de ceux-ci. Ceci donnera la possibilité aux PME d'étendre leur éventail de couverture et de démultiplier l'impact du projet en employant plus de jeunes.

Le projet s'articule sur les trois volets :

1- Assainissement :

Il consiste à appuyer les PME de collecte, les ONG et les associations de jeunes et de femmes chargées de la valorisation des déchets dans les cinq communes de Conakry ainsi que dans les préfectures à risque dont Siguiri, Kouroussa, Kankan, Kissidougou, N'Zérékoré (Lola et Macenta), Gueckédou, Mamou, Pita, Labé, Dalaba, Kindia, Boké, Fria. Ces entreprises qui requièrent une main d'œuvre peu qualifiée emploieront un nombre considérable de jeunes et de femmes défavorisés, illettrés et désœuvrés de ces zones à risque. Ce sont ces jeunes et femmes qui sont généralement utilisés lors des événements dans les manifestations politiques et sociales. Le choix des préfectures d'intervention découlent du constat des violences enregistrées dans ces préfectures depuis 2008.

Les déchets seront collectés par des PME de collecte. Les déchets collectés seront ainsi triés et livrés aux consortiums ou GIE de jeunes ou de femmes issus des associations et ONG à la base (au niveau des quartiers et districts) qui assurent leur valorisation en produits recyclés (composts ou tout autre produit susceptible d'être recyclé et commercialisé).

L'approche préconisée est de mettre en relation de chaînes de valeurs les PME de collecte de déchets et les différents consortiums ou GIE qui seront mis en place. Ainsi cette approche intégrée permettra de développer une dynamique qui va accroître le nombre d'employés/travailleurs potentiels, et optimiser les capacités de gestion et donc de survie au-delà de la durée du programme qui est de 8 mois.

Cette composante permettra de renforcer les capacités des 35 PME de la ville de Conakry, de créer 54 PME de collecte et de tri des déchets (dans les 13 préfectures cibles où les PME sont quasiment inexistantes ou non structurées comme celles de Conakry), 46 consortiums ou GIE de jeunes et de femmes évoluant dans le recyclage des déchets solides, 18 consortiums ou ONG de jeunes et de femmes s'occupant de la gestion des plages et lieux publics assainis et aménagés et de valorisation des déchets. Ces entreprises pourront employer 2500 jeunes (garçons et filles) et 1500 femmes temporairement et à plein temps.³

Les emplois temporaires au nombre de 1450 (dont 450 à Conakry et 1000 dans les autres préfectures) correspondent à des activités d'assainissement des espaces publics de quelques quartiers ou districts par des associations riveraines pour une durée d'1 mois pendant la période cruciale des élections. Pilotés par le PAM, l'ONUDI et l'UNFPA à l'intérieur du pays, par l'ONUDI, le PAM et l'UNFPA à Conakry et par le PNUD et l'ONUDI en régions forestières, ces emplois seront rémunérés à raison d'une ration alimentaire et 10 000FG par jour dans les communes périphériques de Conakry (Matoto et Ratoma) et dans les préfectures ciblées à l'exception de la région forestière ; et de 25 000 FG à Conakry (communes de Matam, Dixinn, Kaloum) et dans la région forestière.

³ Annexe 1 : Références au projet TF/GUI/00/001 Gestion des ordures de l'ONUDI (2001-2004)

Les emplois permanents dureront au moins pour toute la période du projet et sont susceptibles d'être pérennes au delà de la durée du projet par leur capacité à générer des ressources suffisantes pour supporter les coûts récurrents. Ces emplois sont au nombre de 2550 se répartissent comme suit :

- . 900 au niveau des PME de Conakry
- . 1080 au niveau des 13 préfectures à risque à l'intérieur du pays
- . 250 au niveau des 5 centres de compostage
- . 320 au niveau des plages assainies et aménagées à Conakry et l'intérieur du pays.

Les emplois de Conakry (communes de Kaloum, Matam et Dixinn) et des préfectures de la région Forestière, seront rémunérés à 600.000FG par mois et les bénéficiaires ne recevront pas de ration alimentaire compte tenu de la disponibilité de denrées diversifiées sur le marché local. Ceux de l'intérieur du Pays et des communes de la périphérie de Conakry (Matoto et Ratoma) le seront à hauteur de 400.000FG et complétées par les rations alimentaires. Les activités liées aux emplois permanents seront pilotés par l'ONUDI et l'UNFPA en général et par le PNUD dans la région forestière. Le PAM pilotera les activités de dotation alimentaire sur l'ensemble du projet.

Il est à noter que des partenariats inter-agences seront encouragés dans la mise en œuvre de l'ensemble du projet pour faciliter l'atteinte des objectifs. Aussi, en fonction des réalités du terrain les stratégies sont susceptibles d'adaptation pour répondre efficacement aux besoins des bénéficiaires et aux objectifs du projet.

2- Sensibilisation et formation à la citoyenneté et à la non-violence :

Elles concerneront en premier lieu les 4000 jeunes (garçons et filles) et femmes intégrés dans l'assainissement (collecte et valorisation). Il s'agira de les former à la culture de non-violence, à la culture de la paix et de citoyenneté à travers des ateliers de formation, des conférences débats, des pièces théâtrales, des causeries éducatives et des projections des films. Chaque participant transmettra les connaissances acquises à son association ou ONG de base. La formation et la sensibilisation seront ainsi en chaîne, touchant plus de personnes au niveau des couches juvénile et féminine. l'UNFPA en général et le PNUD en région forestière qui piloteront ces activités en partenariat avec les ONGs.

3- Amélioration de la sécurité alimentaire

Une distribution de rations familiales aux groupes vulnérables (jeunes et femmes) impliqués dans les activités d'assainissement, notamment dans le cadre de l'activité 2 (assainissement et aménagement des espaces publics) à Conakry et dans les autres villes ciblées demeure un facteur de réussite de ce projet. Ces distributions permettront de compenser le temps de travail consacré aux travaux d'assainissement communautaire. Des distributions de rations sèches seront organisées sur les sites sélectionnés: la ration journalière distribuée comprendra 400 grammes de céréales, 40 grammes de légumineuses, 20 grammes d'huile végétale et 5 grammes de sel. Elle permet de fournir 1700 kcal par jour à une

personne devant s'impliquer dans des activités à haute intensité de main d'œuvre. Les distributions seront faites mensuellement par l'ONG partenaire retenu. Une présélection des bénéficiaires les plus vulnérables sera faite qui recevront l'appui alimentaire.

Depuis 2007, les populations guinéennes ont été exposées à de nombreuses crises socio-économiques (hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers, dégradation de la monnaie locales, crises politico-sociales de 2007 et 2009). Ces situations ont d'avantage aggravé les conditions de vie déjà précaires des groupes vulnérables que sont particulièrement les jeunes et femmes.

2. CADRE LOGIQUE

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p>Objectif global de consolidation de la paix :</p> <p><i>Consolider la paix dans le contexte de l'amélioration de l'environnement socio politique global indispensable à une bonne gestion du processus de transition, ainsi qu'à l'organisation d'élections libres dans un climat serein et apaisé.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la participation des jeunes et des femmes au processus de transition (le respect des organes de transition, augmentation de leur participation aux élections...) 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des risques de troubles sociaux 	<p>Volonté politique des autorités à respecter le calendrier</p> <p><u>Risque</u> : La multiplicité des acteurs et groupes d'acteurs</p>
<p>Objectifs immédiats :</p> <p>Renforcer la contribution et le rôle des jeunes dans les actions de prévention de conflit et de consolidation de la paix.</p>	<p>Nombre d'emplois créés au niveau des jeunes et des femmes dans le secteur formel</p> <p>Hausse du revenu grâce au nombre croissant d'emplois productifs pour les jeunes et les femmes</p> <p>Quantité de déchets solides collectée et recyclés</p> <p>Nombre de quartiers, d'espaces et de plage assainis et aménagés à Conakry et dans les 13 préfectures cibles à l'intérieur du pays.</p> <p>Nombre de jeunes et de femmes sensibilisé et formés à la culture de la paix, ainsi que leur association de base.</p>	<p>Rapport d'activités</p> <p>Visites de terrain</p>	<p><u>Risque</u> : Sollicitations multiples et excessives des jeunes et des femmes durant la période électorale</p> <p>Volonté politique d'intégration des jeunes et des femmes dans le processus de transition</p>

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p><u>Résultat attendu 1 : Accès des jeunes et des femmes aux revenus à travers des activités d'assainissement (collecte et tri) et de transformation</u></p> <p>Responsabilité ONUDI, PNUD Et PAM</p>	<p>Nombre d'emplois créés à travers l'assainissement (collecte et tri) des déchets.</p> <p>Nombre de quartiers, d'espaces publics et de plages assainis et aménagés à Conakry et à l'intérieur du pays.</p> <p>Nombre d'associations de jeunes et de femmes impliqué dans l'assainissement riverain.</p> <p>Quantités de vivres distribuées par rapport à la planification,</p> <p>Nombre de jeunes garçons et filles ayant reçu les vivres,</p> <p>Quantité de déchets collectés et triés</p> <p>Niveau de réduction de la violence chez les Jeunes et les Femmes</p>	<p>Rapport d'activités</p> <p>Visites de terrain</p> <p>Rapports de distribution, Compte rendu de réunions mensuelles des cooperating partners</p>	<p>Environnement d'affaires sain</p> <p>Existence et fonctionnement correct des associations de jeunes et de femmes ciblés.</p> <p>Existence des espaces à assainir et à aménager.</p> <p>Absence de rupture de pipeline de vivres.</p>
<p><u>Résultat attendu 2 : Accès des jeunes et des femmes aux revenus à travers des activités de recyclage et de commercialisation des produits recyclés</u></p> <p>Responsabilité ONUDI, PNUD et UNFPA</p>	<p>Nombre d'emplois créés à travers le recyclage et la vente des produits recyclés.</p> <p>Nombre de centres de recyclage mis en place et de kiosques de vente des produits recyclés.</p> <p>Nombre d'associations de jeunes et de femmes touchées par le recyclage.</p> <p>Quantité de déchets et de produits recyclés vendus</p>	<p>Rapport d'activités</p> <p>Visites de terrain</p>	<p><u>Risque</u> : Absence des habitudes concernant l'utilisation des produits de substitution aux charbons par exemple :</p> <p>Nécessité d'une bonne campagne de communication autour des produits du projet</p>
<p><u>Résultat attendu 3 : Formation et sensibilisation des jeunes et femmes impliqués dans l'assainissement à la citoyenneté, à la culture de la paix et de la non-violence.</u></p>	<p>Nombre de séances de sensibilisation.</p> <p>Nombre de jeunes et femmes formés et leur association de base.</p> <p>Nombre de campagnes de</p>	<p>Rapports d'ateliers par association.</p> <p>Liste des personnes formées.</p>	<p>Environnement apaisé et favorable a un dialogue constructif.</p>

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
Responsabilité UNFPA et ONUDI	<p>sensibilisation.</p> <p>Nombre de débats d'apaisement, de projection de films, d'émissions radio et télé produites et diffusées.</p> <p>Nombre de cellules de préventions de conflits créées.</p> <p>Nombre de missions de suivi.</p>	<p>Couvertures médiatiques réalisées.</p> <p>Supports de communication élaborés.</p> <p>Enregistrements des émissions.</p> <p>Rapports de mission de suivi.</p>	<p>Entente entre les associations de jeunes des femmes</p> <p>Les émissions favorisent la participation des jeunes et militaires a la résolution des conflits.</p> <p>Les actions de mobilisation des jeunes en non-violence ont un impact certain, mais méritent d'être poursuivies.</p>

3. BUDGET

Budget Global (en USD)

Budget project categories	ONUDI	UNFPA	PAM	PNUD	TOTAL
1. Supplies (commodities, equipment and transport)	412 908	37 000	217 000	106 800	773 708
2. Personnel (staff, consultants, travel and training)	114 080	43 000	41 600	24 600	223 280
3. Training of counterparts (Formation des partenaires)	36 774	95 000	16 640	15 000	163 414
4. Contracts	250 000	110 140	0	308 330	668 470
5. Other direct costs	27 360	70 000	24 960	12 560	134 880
Sous-total coûts du Programme	841 122	355 140	300 200	467 290	1 963 752
6. Indirect cost (7%)	58 878	24 860	19 800	32 710	136 248
TOTAL	900 000	380 000	320 000	500 000	2 100 000

5. ARRANGEMENTS DE GESTION

5.1 Arrangements globaux

Les activités du projet seront réalisées sous la coordination de l'équipe du Secrétariat permanent du Plan prioritaire de la consolidation de la Paix.

Chaque agence recevra séparément les fonds alloués. Toutefois, l'ONUDI en tant qu'agence leader sera responsable du rapportage de l'ensemble du projet par la mise en commun et en cohérence des rapports des autres Agences entièrement responsables de leur volet. Chaque agence sera responsable selon ses procédures, à la mise en œuvre de la composante à elle allouée.

Le comité de pilotage sera celui du plan prioritaire de consolidation de la paix ; et l'équipe des projets sera basée au secrétariat permanent du PBF.

5.2 Arrangements de partenariat d'exécution:

Résultat 1 : Accès de 2500 jeunes (garçons et filles) et 1500 femmes aux revenus à travers des activités d'assainissement

Pour la mise en œuvre des activités liées à l'emploi des jeunes et des femmes, un protocole d'accord sera signé entre l'ONUDI, l'UNFPA, le PNUD, le PAM et des groupes de jeunes et de femmes légalement constitués suivant des termes de références préalablement établis et l'unité de gestion du projet. Ces groupes de jeunes et de femmes constitués en consortiums, GIE ou PME bénéficieront d'un financement à la hauteur de leurs besoins suivant des critères définis conjointement avec le Ministère de la Jeunesse et l'Emploi des Jeunes, et des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine qui sont la contrepartie gouvernementale de ce programme.

Des sessions de formation seront organisées à leur intention dans les domaines du ramassage, de la collecte, du tri, du recyclage des déchets solides et de l'aménagement des espaces et plages assainis, et surtout dans la transformation en les familiarisant au type de machines, et au profil requis pour leur utilisation.

Résultat 2: Formation et sensibilisation de 2500 jeunes (garçons et filles) et 1500 femmes impliqués dans l'assainissement à la citoyenneté, à la culture de la paix et de la non violence

L'UNFPA, l'ONUDI et le PNUD en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine, le Ministère en charge de la Jeunesse, les gouvernorats, les communes, les quartiers (couches vulnérables) et des organisations de la société civile (FONAJES) vont aider à la sensibilisation et formation à la culture de paix et de non-violence et à la mobilisation des jeunes et des femmes. FONAJES en collaboration avec L'UNFPA, signeront des protocoles d'accords avec les Associations de Jeunes et de Femmes et les Radio Rurales pour la réalisation des activités liées au résultat 2. Ces activités se dérouleront dans les cinq communes de la ville de Conakry ainsi que dans les préfectures à risque dont

Siguiri, Kouroussa, Kankan, Kissidougou, N'Zérékoré (Lola et Macenta), Gueckédou, Mamou, Pita, Labé, Dalaba, Kindia, Boké, Fria.

6. SUIVI- EVALUATION :

Le suivi évaluation sera assuré par le Comité de suivi déjà évoqué qui sera appuyé d'une part par le Comité de pilotage du Plan d'action en Guinée et d'autre part par le spécialiste en suivi évaluation qui sera recruté au niveau de la coordination globale du PBF en Guinée. Le secrétariat permanent du PBF organisera, avec les experts nationaux des projets, Les missions de supervision régulières et conjointes inter-agences seront organisées pour suivre et évaluer les activités. Elle aura des contacts fréquents avec les responsables des structures de mise en œuvre des activités et examinera les rapports d'avancement soumis ainsi que l'exécution financière.

7. ANALYSE DE RISQUES ET HYPOTHESES

Le projet pourrait être exposé à trois risques majeurs.

- 1) D'abord au plan global, sa bonne marche dépendra de l'environnement général apaisé indispensable à la tenue des élections législatives et favorable à la conduite des actions retenues. Le risque existe potentiellement que les jeunes et les femmes soient entraînés dans les conflits du fait des efforts que les partis et le gouvernement sont en train de déployer pour recruter les jeunes et les femmes et intensifier les actions en leur endroit. Ce risque serait amoindri, à la faveur premièrement d'une synergie d'ensemble du Plan d'action pour la Guinée (notamment les projets Dialogue inclusif ; Education civique et Culture de la paix ; sécurisation des élections législatives), et deuxièmement de la volonté de tous les acteurs d'évoluer dans un climat d'apaisement aux plans national et local. Par rapport à cet environnement global, il est également important que les fonds du projet soient en place de toute urgence, pour répondre immédiatement à la demande des jeunes et des femmes face à la montée actuelle des tensions.
- 2) L'environnement global sera lui-même en corrélation avec la volonté politique en faveur d'une intégration véritable des jeunes et des femmes dans le processus final de la transition. De plus, tout retard dans le calendrier des élections législatives, serait de nature à favoriser une montée des tensions, et amener les jeunes et les femmes dans la rue. Il est également primordial d'avoir un engagement ferme des Ministères de la contrepartie, tout en s'assurant de leur capacité à répondre immédiatement en termes d'environnement propice au développement des entreprises de jeunes et des femmes, et l'existence de formations opérationnelles. Le projet aidera à structurer cette réponse, et à l'accélérer à travers ses appuis multiples. Il est important également, qu'autour des actions prioritaires retenues par le projet, que ces Ministères de contrepartie soient en mesure de développer une réponse complémentaire et d'envergure.

- 3) Un troisième et dernier risque encouru par le projet, est en relation avec l'indispensable entente entre les jeunes et les femmes eux-mêmes, qui en Guinée, sont divisés en trois grandes organisations faïtières, ayant parfois des divergences de point de vue pouvant conduire à des situations de tension et de blocages de positions, qui pourraient être exploitées par des manipulateurs de tous bords. Pour remédier à cette situation, le projet impliquera ces trois collectifs de jeunes et de femmes, et mènera des actions de dialogue et de création de synergies, ainsi que de mobilisation et d'exécution conjointe d'activités par les associations membres des trois collectifs.

- PEACEBUILDING FUND
- ANNEX I
- PROJECT SUMMARY PART ONE

Recipient Organization:	UN	ONUDI, UNFPA, PNUD et le PAM	
Implementing Partner(s):		<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - Ministère de l'habitat et de l'urbanisme - Ministère de l'Industrie et des PME - Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation - Gouvernorats - Banque Mondiale BM - Union Européenne - PME - ONG 	
Project Number:		PBF/	
Title:		Projet d'appui à l'insertion économique des jeunes et des femmes vulnérables à travers les activités d'assainissement	
Location:		République de Guinée	
Approved Project Budget:			
Duration:		Décembre 2011 – Juillet 2012	
SC Approval Date:		Start	Completion:
Project Description:			

PBF Priority Area:	
PBF Outcome:	

Key Project Activities:	
Procurement:	

- PROJECT STATUS UPDATE PART TWO
- STATUS REPORT AS OF (date)

Recipient Organization:	UN	ONU, UNFPA, PNUD et le PAM	
Implementing Partner(s):		<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - Ministère de l'habitat et de l'urbanisme - Ministère de l'Industrie et des PME - Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation - Gouvernorats - Banque Mondiale BM - Union Européenne - PME - ONG 	
Project Number:		PBF/	
Title:		Projet d'appui à l'insertion économique des jeunes et des femmes vulnérables à travers les activités d'assainissement	
JSC Approval Date:			
Funds Committed:		% of Approved:	
Funds Disbursed:		% of Approved:	
Forecast Final Date:		Delay (Months):	